



## **PROJET DE CONVENTION « Modernisation de l'Appareil Productif » (MAP)**

### **ENTRE :**

**LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE**, représentée par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, autorisé à signer la présente convention par décision du Bureau Communautaire n° 2018/XXX DB du 29 novembre 2018, d'une part,

### **ET :**

**DUJARDIN CONCEPTS**

Type de société : EURL

Siège social : **164 route de Saumur - 49650 ALLONNES**

Représentée par Monsieur DUJARDIN Lionel, son gérant.

N° SIRET : 793 272 634 00023 – Code NAF : 2511Z

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

d'autre part,

La Communauté d'Agglomération et le Bénéficiaire sont ci-après désignés, individuellement ou collectivement, par les termes « Partie » ou « Parties »

**VU** le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne,

**VU** le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE le 26 juin 2014,

**VU** le régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article 1511-2,

**VU** le règlement des aides à la modernisation de l'appareil productif des entreprises approuvé par le Bureau Communautaire en date du 25 octobre 2018, fixant les modalités d'éligibilité de l'aide,

**VU** la demande déposée par le bénéficiaire en date du 5 octobre 2018 au titre de son projet d'acquisition d'une scie double tête avec commande numérique,

**VU** l'avis favorable du Groupe de Travail Économie en date du 16 janvier 2020,

## **ATTENDU QUE :**

La société DUJARDIN CONCEPT est fabricant de menuiseries Alu. L'entreprise, en plus de la production, effectue la pose de ses propres menuiseries auprès de clientèle publique et privée. Installée à Allonnes, à proximité de la zone du Grand Bois, et dirigée par Monsieur Lionel DUJARDIN, cette société a été créée en 2013, suite au rachat de la Menuiserie BOURDIN.

Désormais, l'entreprise emploie 14 personnes dont 9 en CDI et 5 en CDD.

Pour continuer son développement, l'entreprise veut acquérir une table de découpe par jet d'eau de pièces en acier, aluminium, matériaux composites, etc., autant de matériaux tendres que durs et d'une pompe haute pression.

## **EN CONSEQUENCE DE QUOI, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

1.1. La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien apporté par la Communauté d'Agglomération pour la réalisation d'un projet de développement économique par le bénéficiaire. Ce projet consiste en l'acquisition d'une table de découpe par jet d'eau permettant la découpe de pièces en matériaux tendres et durs et d'une pompe haute pression. Ce projet de développement implique par ailleurs que le bénéficiaire s'engage à créer au moins un emploi dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée équivalent temps plein dans les 3 ans suivant la signature de cette convention.

1.2. Les créations d'emplois tels que visés au paragraphe 1.1. doivent constituer des recrutements de personnes supplémentaires par rapport à l'effectif moyen du Bénéficiaire calculé sur les trois dernières années ou par rapport à son effectif au moment de la demande d'aide si celui-ci est supérieur à l'effectif moyen.

1.3. Le Bénéficiaire s'engage en outre à maintenir ces emplois pendant une durée de trois ans à compter de l'achèvement du programme de recrutements, soit jusqu'au **XX/XX/2023**.

1.4 Le bénéficiaire en acceptant la subvention s'engage à réaliser l'action définie au paragraphe 1.1. ci-dessus sous sa propre responsabilité et en mettant en œuvre tous les moyens à sa disposition.

### **ARTICLE 2 - MONTANT DE L'AIDE ACCORDÉE PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE**

2.1. Au vu du programme d'actions présenté par le bénéficiaire (dont le détail figure en annexe), la Communauté d'Agglomération s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention d'un montant de 14 276 € sur une dépense éligible de 250 650 € HT.

2.2. Le montant de l'aide accordé par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au bénéficiaire, pourra être recalculé pour rester proportionnel au montant des dépenses prises en compte et réellement engagées par ce Bénéficiaire dans les cas suivants :

- au terme du programme d'actions,
- en cas de modification dans l'exécution du Programme d'actions qui entraînerait une modification du montant prévisionnel des dépenses engagées par le Bénéficiaire,
- en cas de retrait du Projet du Bénéficiaire.

## ARTICLE 3 - MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1. La subvention de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire d'un montant de **14 276 euros**, sera versée au Bénéficiaire comme suit :

- un acompte de 50 % à la signature de la présente convention,
- au terme de l'exécution du Programme, le solde restant sera versé, recalculé si nécessaire conformément à l'article 2.2, sur justification de la création d'emplois nouveaux en contrat à durée indéterminée équivalent temps plein.

Le versement du solde de l'aide conditionné par le programme de création d'emplois en contrat à durée indéterminée ne pourra être effectif qu'une fois écoulée le cas échéant la période d'essai ou la période probatoire exigée par l'employeur et ce, sur la durée du programme. Ces conditions devront nécessairement être réalisées avant le **XX/XX/XXXX** afin de permettre le versement du solde.

3.2. Les dépenses engagées par le Bénéficiaire dans le cadre de la réalisation du programme d'action seront prises en compte, pour le calcul du montant des aides attribuées par les collectivités, à compter du **XX/XX/XXXX**, date de début du programme.

## ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage, sous peine de résiliation de la Convention, à :

- utiliser les aides qui lui sont attribuées par les collectivités pour la seule réalisation du programme,
- ne pas employer tout ou partie de l'Aide, en subventions à d'autres associations, sociétés, organismes ou œuvres,
- engager les dépenses concernées au sein de son site de « ALLONNES » et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet, dans les conditions formulées dans le dossier de candidature,
- informer la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, sans délai, de tout acte et de tout fait modifiant ou susceptible de modifier le contenu de la présente convention,
- fournir les informations visées à l'article 3

## ARTICLE 5 - MODALITÉS DE CONTRÔLE DE L'UTILISATION DE L'AIDE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE

5.1. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle juge utiles, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect des engagements par le Bénéficiaire. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives au coût du programme d'actions.

5.2. Le Bénéficiaire s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner à Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ainsi qu'aux personnes mandatées par elle un droit d'accès approprié aux sites, locaux ou siège du Bénéficiaire.

## ARTICLE 6 - COMMUNICATION

6.1. Le Bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Communauté d'Agglomération « Saumur Val de Loire » sur l'ensemble de ses documents et publications officiels de communication relatif à l'Aide, notamment en faisant figurer le logo

6.2. Il s'engage également à faire mention du soutien de la Communauté d'Agglomération « Saumur Val de Loire » dans ses rapports avec les médias.

## **ARTICLE 7 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE**

7.1. La Convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

7.2. La Convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de son entrée en vigueur.

7.3. Le Bénéficiaire s'engage toutefois, aux fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention pendant une durée de 4 ans à compter du paiement du solde de l'aide.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATION ET RÉSILIATION**

8.1. La présente convention pourra faire l'objet d'avenants pour la modification d'un ou de plusieurs de ses articles et/ou annexes, à l'initiative concertée des Parties.

8.2. En cas de non respect par le Bénéficiaire de tout ou partie de ses obligations, en particulier :

- si les engagements définis dans la présente convention n'étaient pas tenus,
- en cas de non-exécution ou d'exécution partielle du programme d'actions,
- si les justifications fournies et les déclarations se révélaient inexactes.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, se réserve le droit, après avoir entendu ledit Bénéficiaire, de suspendre à l'égard de celui-ci l'aide accordée par les collectivités ou d'y mettre fin par résiliation de la présente convention à son égard.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, peut alors exiger le remboursement, de la part dudit Bénéficiaire, de tout ou partie des sommes qu'elle lui aurait déjà versées.

## **ARTICLE 9 - LITIGES**

9.1. En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable

9.2. En cas de désaccord persistant, le litige sera soumis à l'appréciation du Tribunal Administratif compétent

## **ARTICLE 10 - PIÈCES CONTRACTUELLES**

La pièce contractuelle régissant la convention est :

- la présente convention.

Fait le  
en 3 exemplaires originaux

Pour la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,

Pour l'entreprise DUJARDIN CONCEPTS,

Le Président  
Jean -Michel MARCHAND

Le Gérant  
Lionel DUJARDIN